La Confédération canadienne sous la loupe de commentatrices politiques après un siècle de cohabitation, 1963-1972

*Women's political perspective on the Canadian Confederation around the first
centenary (1963-1972)*

Valérie Lapointe-Gagnon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/946>

DOI : 10.4000/eccs.946

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 73-105

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Valérie Lapointe-Gagnon, « La Confédération canadienne sous la loupe de commentatrices politiques après un siècle de cohabitation, 1963-1972 », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 83 | 2017, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 15 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/946> ; DOI : 10.4000/eccs.946

La Confédération canadienne sous la loupe de commentatrices politiques après un siècle de cohabitation, 1963-1972

Valérie LAPOINTE-GAGNON
Campus Saint-Jean, Université de l'Alberta

Cet article s'intéresse à la trajectoire de quatre auteures qui ont commenté la scène politique canadienne dans les années 1960 : Solange Chaput-Rolland, Marie-Blanche Fontaine, Gwethalyn Graham et Gertrude Laing. À travers l'analyse d'un corpus littéraire formé de quatre de leurs ouvrages, il souhaite restituer leurs conceptions du Canada à une époque où les possibilités de refondation constitutionnelle semblaient prometteuses. L'univers du commentaire politique étant majoritairement masculin, leur entrée dans ce milieu ne se fera pas sans heurts. L'étude des obstacles rencontrés par ces femmes et de leurs stratégies pour les surmonter permet en partie d'expliquer pourquoi certains discours sont confinés aux marges de l'espace public.

This article's primary focus is the professional trajectories of four female writers who critiqued Canadian politics during the 1960's: Solange Chaput-Rolland, Marie-Blanche Fontaine, Gwethalyn Graham and Gertrude Laing. Through a comprehensive analysis of four of their books, we wish to revitalize their conceptions of Canada during a time where the possibility of profound constitutional change seemed to be promising. During this period, political commentary was dominated by the masculine sex; therefore, these four women were confronted with several obstacles. An analysis of these obstacles and the strategies employed to surmount them, allows us to partially explain why several of their writings are not as well known.

Les débats ayant mené à l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ont été animés par un groupe d'individus relativement homogène, éloquentement appelé les Pères de la Confédération : des hommes blancs, qui, mis à part quelques exceptions, étaient des anglophones de descendance britannique. Comme le rappelait l'historienne Kathryn McPherson, les *Débats parlementaires sur les questions de la Confédération*¹ présentent un discours au caractère résolument masculin. Même le nom de la reine Victoria, qui devait pourtant avaliser le projet, s'y fait rare (McPHERSON 2016). Bien que certains travaux aient montré l'influence des épouses et des filles de ces Pères de la Confédération, il n'en reste pas moins que le pouvoir politique, dans la seconde partie du XIX^e siècle, se conjuguaient largement au masculin et que la séparation victorienne des sphères dictait les relations entre les hommes et les femmes

¹ Il s'agit des débats tenus à l'Assemblée législative de la province du Canada en février et mars 1865 où se sont affrontés les partisans et les détracteurs du projet de Confédération des colonies d'Amérique du Nord Britannique (BÉLANGER, JONES et VALLIÈRES 1994 : 21).

dans la société² (KELLEY 1984³ : 111). Le politologue James Tully mentionnait d'ailleurs dans *Strange Multiplicity* que les institutions constitutionnelles avaient été érigées par des hommes en y excluant les femmes, autant des discussions entourant leur création que des débats sur leur interprétation (TULLY 1995 : 3).

La permanence de cette exclusion des femmes du politique a laissé des traces qui se sont manifestées de maintes manières, notamment dans le champ de la critique du politique qui demeure un phénomène majoritairement masculin au cœur des années 1960, soit près de 100 ans après la Confédération. Le Canada est alors traversé d'un certain vague à l'âme identitaire, se sentant coincé entre la perte de ses anciens repères britanniques et la montée en puissance des États-Unis qui menacent la spécificité de l'identité canadienne (IGARTUA 2006). Il est également secoué par des tensions. En effet, l'engagement du gouvernement fédéral dans la voie de la centralisation depuis la crise économique des années 1930, le manque de respect du français sur la scène fédérale, le nouveau nationalisme qui se manifeste avec éclat au Québec, où émergent des groupes indépendantistes, et les luttes citoyennes pour une meilleure représentation dans l'espace public (à la fois des femmes et des Canadiens français) contribuent à stimuler la réflexion. La communauté intellectuelle est inquiète et se penche abondamment sur le sort de la Confédération, sur la nature du fédéralisme canadien et sur la montée du nationalisme québécois (LAPOINTE-GAGNON 2014). En fait, c'est toute une littérature constitutionnelle qui se construit, inspirée par le climat politique particulier et dynamisée par les fonds investis dans la recherche par la Commission du Centenaire et la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. La présence de nouveaux experts en sciences sociales, que l'on croit capables de résoudre les maux dont souffre la société, contribue également à stimuler la réflexion (MARTEL & PÂQUET 2010 : 141-

² Parmi les travaux consacrés aux épouses et filles des Pères de la Confédération, notons ceux de Robin Sutherland sur Lady Agnes Macdonald (SUTHERLAND 2004). L'historienne Carmen Nielson appelle quant à elle à intégrer les études du genre à l'histoire politique pour offrir un portrait plus nuancé de la réalité. Elle prend comme exemple les Pères de la Confédération (NIELSON 2010). Le site de l'Encyclopédie canadienne consacre également une exposition aux « Mères de la Confédération », incluant notamment des portraits de la reine Victoria, de Lady Agnes Macdonald et de Mercy Coles, fille de George Coles, le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, dont le journal personnel constitue un témoignage détaillé de la Conférence de Charlottetown. Voir Encyclopédie canadienne, « Les Mères de la Confédération », <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/exposition/mothers-of-confederation/>

³ Si l'ouvrage de Mary Kelley se consacre aux États-Unis, la situation au Canada n'était pas très différente en ce qui a trait à la place des femmes dans les cercles de pouvoir.

158). À l'instar de cette Confédération élaborée par ceux que l'on considère comme ses Pères, cette littérature est surtout l'apanage d'hommes, que l'on pense aux André Laurendeau, René Levesque, Frank Scott, Jean-Charles Falardeau, Daniel Johnson, Michael Oliver, Ramsay Cook et Léon Dion.

Parallèlement aux questionnements qui touchent les enjeux constitutionnels, le fédéralisme et l'avenir du pays, la place des femmes dans l'espace public est également interrogée avec la mise sur pied de la Commission Bird sur la condition de la femme en 1967 et la montée du féminisme de la deuxième vague, qui appelle les femmes à se réapproprier leur corps et à mettre en doute la division sexuée du travail (ADAMSON, BRISKIN, MCPHAIL 1988 : 3).

Cet article souhaite plonger au cœur des années 1960 et aborder cette tension identitaire canadienne combinée à cette tension au sujet de la place des femmes dans l'espace public en se consacrant à quatre auteures ayant pensé le politique, deux francophones et deux anglophones : Solange Chaput-Rolland, Marie-Blanche Fontaine, Gwethalyn Graham et Gertrude Laing. Leur pensée sera retracée à travers l'analyse de quatre ouvrages, qui constituent un patrimoine littéraire méconnu : *Chers ennemis* (1963) de Graham et Chaput-Rolland, *Mon pays : le Québec ou le Canada* (1966) de Chaput-Rolland, *Une femme face à la Confédération* (1965) de Fontaine et *Face to Face* (1972) de Laing et Chaput-Rolland.

Avant de mettre en lumière leur conception du Canada, nous nous intéresserons aux modalités de la prise de parole publique des femmes. Ensuite, nous retracerons leur trajectoire et le contexte de production des quatre ouvrages à l'étude. Suivra l'analyse du contenu autour des notions phares de ces livres, soit le dialogue, le colonialisme, la réconciliation et le bilinguisme. Nous nous consacrerons finalement aux raisons qui peuvent expliquer le manque de notoriété de ces œuvres et aux stratégies déployées par ces femmes pour percer le cercle des commentateurs masculins et gagner en crédibilité.

Prendre la parole

La prise de parole publique des femmes, qu'elle soit écrite ou parlée, a toujours engendré un malaise certain, que ce soit dans la production d'un discours, les femmes ne se sentant pas légitimes de se prononcer, ou dans sa réception, leurs discours étant discrédités. L'entrée même des femmes dans

l'espace public a été l'occasion de luttes et de débats. Comme le rappelle la linguiste Judith Baxter : « Powerful speech has long been associated with masculinity and powerless speech with femininity » (BAXTER 2006 : xvi). Ce phénomène d'un discours masculin respecté et d'un discours féminin déconsidéré a attiré l'attention des chercheurs, qui ont tenté d'expliquer ses sources (KELLEY 1984 ; CAMERON 1990 ; BAXTER 2006). Les analyses s'entendent pour souligner la complexité de l'étude du discours public au féminin en raison d'une acceptation qui dépend largement du contexte historique et géographique dans lequel il est formulé. Elles se sont intéressées au genre comme catégorie d'analyse, c'est-à-dire à la construction sociale de la différence des sexes et aux rapports de pouvoir qui en découlent (SCOTT 1986). Elles ont notamment mis en lumière les contradictions identitaires qui peuvent émerger chez celles qui ont transgressé des barrières pour se faire entendre (KELLEY 1984 : 111), se retrouvant à « performer » un genre se distinguant des attentes sociales. Dans *Private Woman, Public Stage*, consacré à la littérature de la domesticité aux États-Unis au XIX^e siècle, l'historienne Mary Kelley rappelle la rigidité des structures sociales qui ont pendant longtemps empêché les femmes de se considérer comme des productrices de culture, elles qui n'avaient aucun modèle sur lequel s'appuyer. En effet, elles pouvaient consommer la culture, mais de là à admettre la possibilité d'en créer, la marche semblait plutôt haute.

Les mouvements féministes ont permis de nombreux avancements des femmes dans l'espace public, de l'obtention du droit de vote dans la première moitié du XX^e siècle à la possibilité d'occuper les postes les plus prestigieux, mais la quête de légitimité et le malaise vont demeurer. Et les raisons expliquant les difficultés de la prise de parole vont se transformer du XIX^e au XXI^e siècle, les médias jouant un rôle dans la délégitimation du discours au féminin. En effet, si les femmes ont pu se négocier un espace dans les médias écrits dès le XVIII^e siècle dans la Province of Quebec⁴, c'est longtemps dans les pages féminines des journaux, qui s'apparentaient à des « ghettos féminins », qu'elles ont laissé leur marque (BRUN 2009 : 4). Les pionnières vont user de multiples stratégies pour que leur discours, souvent marginalisé, soit légitimé, allant de l'emprunt de pseudonymes à l'adoption d'une posture de modestie permettant l'acceptation sociale (ROY, dans BRUN 2009). La deuxième vague de féminisme, qui commence au début des années 1960 va mener à une critique féministe des médias et de la marginalisation des femmes qui s'y effectue.

⁴ Sur les pionnières, voir Julie Roy, « Apprivoiser l'espace public. Les premières voix féminines dans la presse québécoise », dans Josette Brun, dir., *Interrelations femmes-médias dans l'Amérique française*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. 63-84.

LA CONFÉDÉRATION SOUS LA LOUPE DE COMMENTATRICES POLITIQUES

C'est également à cette époque que les femmes font leur entrée plus massivement à la radio et à la télévision. Cependant, malgré une présence féminine accrue, l'univers médiatique demeure dominé par les hommes (BRUN 2009 : 6). Les rapports de force n'étant pas faciles à renverser, cette situation a un effet sur le traitement des sujets effectué par les médias.

Les politologues se sont notamment intéressés aux représentations médiatiques des discours de femmes chefs de parti, qui peinent à être respectées au même titre que leurs homologues masculins (TREMBLAY & BÉLANGER 1997 ; TRIMBLE, TREIBERG & GIRARD 2010). Plus globalement, les discours médiatiques au sujet des femmes s'exprimant publiquement ont fait l'objet de plusieurs études (FREEMAN 2001, LAPLANCHE 2016, TRIMBLE 2007), s'entendant souvent sur le fait que les femmes et les hommes jouissent d'un traitement différencié, les premières étant plus susceptibles d'être victimes d'analyses et de discours reproduisant des stéréotypes fondés sur le sexe. Les discours médiatiques, en insistant sur le sexe des personnalités politiques, leur confèrent, comme le rappellent Trimble, Treiberg et Girard « une caractéristique inhabituelle, voire aberrante. » Les femmes prenant la parole publiquement sont également plus sujettes à être jugées sur leur physique, leurs vêtements ou le ton de leur voix (DEVITT 2002 ; TRIMBLE & al. 2010 : 31). Ce faisant, l'attention n'est pas portée sur le contenu de leur discours, mais plutôt sur la personne qui le prononce, contribuant ainsi à la dévaluation de la parole.

Un courant de la linguistique féministe, animé notamment par Judith Baxter et Deborah Cameron s'est intéressé aux interactions entre le genre et le discours (CAMERON 2006 ; CAMERON 1998). Il s'est davantage consacré au discours parlé, tentant d'expliquer les raisons qui ont poussé les femmes à un silence réel ou métaphorique et les remèdes pour rééquilibrer les rapports de force. D'autres ont montré les obstacles se posant sur le chemin de l'expression écrite. En effet, les auteurs s'entendent pour souligner que les genres littéraires utilisés par les femmes pour canaliser leur parole tels que le roman, la chronique ou le journal ont longtemps été considérés comme secondaires, contribuant au manque de reconnaissance de leurs écrits (BUSS 1990 ; sur la chronique, voir LÉVESQUE 2010 : 367). Encore aujourd'hui, de nombreux tabous liés à l'expression publique des femmes persistent, témoignant des vestiges d'un passé ségrégué entre ce qui était considéré comme les sphères publique et privée, mais aussi de mécanismes minorisant la valeur du discours féminin. Comme le mentionnent Linda Trimble, Natasha Treiberg et Sue

Girard, il subsiste « une résistance et une angoisse culturelle persistante à l'égard de la voix féminine en contexte public. » (TRIMBLE & al. 2010 : 33).

Afin de mieux situer le sujet, il s'avère essentiel de préciser ce que constitue cet espace public que certain(e)s peinent à percer. Un extrait de la *Declaration of Sentiments* (1848), document marquant du féminisme de la première vague aux États-Unis est à ce titre éloquent, car il rappelle l'ambiguïté entourant les contours de cet espace pour les femmes. Les signataires de la déclaration – 68 femmes et 32 hommes – déplorent qu'une certaine parole, celle du divertissement et de la séduction, soit avalisée, voire encouragée et une autre, plus sérieuse, soit jugée déplacée :

« *Resolved* : That the accusation of indelicacy and impropriety, which is so often brought against woman when she addresses an audience, comes with a very ill-grace from those who encourage, by their attendance, her appearance on the stage, in the concert, or in feats of the circus.

[...]

Resolved, therefore, That, being invested by the Creator with the same capabilities, and the same consciousness of responsibility for their exercise, it is demonstrably the right and duty of woman, equally with man, to promote every righteous cause by every righteous means; and especially in regard of great subjects of morals and religion, it is self-evidently her right to participate with her brother in teaching them, both in private and public, by writing and by speaking [...] (GURKO 1974: 310-311 cité par CAMERON, 2006: 7).

Elles posent une question mettant en lumière l'injustice frappant les femmes : pourquoi serait-il moralement acceptable qu'une femme prenne la scène pour chanter, exposer ses charmes et séduire le public, mais que ce même droit lui soit dénié lorsqu'il est question de se prononcer librement et publiquement sur des sujets considérés comme sérieux ? À la religion et à la morale mentionnées dans l'extrait, nous pouvons ajouter la politique, où les voix des femmes n'ont que peu résonné dans les parlements avant le XX^e siècle, où les lois se sont écrites sans elles (BERENI et al. 2012 : 226-229, CAMERON 2006 : 5, TULLY 1995), et où certains écarts se traduisent en termes de temps de parole en Chambre ou d'équité (SHIAB 2016 ; TRIMBLE & ARSCOTT 2008).

Si nous retournons à la *Declaration of Sentiments*, cet espace public constituait non seulement l'espace en dehors de la domesticité, mais également

cet espace symbolique et physique où il devenait possible pour les femmes de prendre la tribune ou la plume et de s'affirmer sur des sujets considérés comme des bastions masculins tout en voyant leurs propos reconnus. Malgré la présence plus forte des femmes dans l'espace public au cours du XX^e siècle, le malaise a persisté et a été dénoncé par les féministes de la deuxième vague dans les années 1960 (CAMERON 2006 : 12). À cette époque, les femmes avaient de plus en plus accès aux hautes sphères de l'éducation et faisaient leur entrée dans plusieurs domaines auparavant représentés comme étant masculins. Signe de temps nouveaux, elles ont également droit, dans plusieurs pays dans le monde, à leur commission d'enquête. Au Canada, ce fut la Commission Bird sur la situation de la femme canadienne créée en 1967 afin d'éclairer le gouvernement et la population sur ce qui pouvait être fait pour améliorer l'égalité entre les sexes. La commission, avec la place occupée par les commissaires dans les médias et les audiences publiques, a propulsé les femmes dans l'espace public. Or, certaines études sont venues montrer l'ampleur des attaques dont elles ont été victimes en s'exprimant de la sorte (FREEMAN 2001). Les femmes avaient le droit d'occuper l'espace public, mais leurs discours n'étaient pas complètement acceptés. C'est dans ce contexte de tensions que vont prendre la parole et commenter la politique Solange Chaput-Rolland, Gwethalyn Graham, Gertrude Laing et Marie-Blanche Fontaine. Peu d'études se sont attachées à leurs trajectoires, en raison à la fois du genre préconisé pour leurs écrits, des essais épistolaires ou des journaux, et de leur manque de représentativité dans les réseaux importants. Nous tenterons donc de restituer la valeur de leurs contributions en étudiant non seulement leurs propos au sujet de la crise canadienne, un sujet où l'historiographie a majoritairement retenu les analyses masculines, mais également leurs stratégies de prise de parole et en relevant les obstacles qui ont pu mener à une minorisation de leur propos.

Trajectoires et corpus

C'est dans un train roulant d'Ottawa vers Montréal que Solange Chaput-Rolland et Gwethalyn Graham se sont rencontrées en décembre 1962. Elles revenaient toutes deux d'une manifestation contre les armements nucléaires s'étant déroulée sur la colline parlementaire. La première, francophone, était offusquée que l'Honorable Howard Green, alors Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ait prononcé pour l'occasion un discours unilingue en anglais. La seconde, anglophone, l'a apaisée avec son ouverture d'esprit, sa tolérance, son amour du Canada français et sa maîtrise de la langue française. Cette rencontre allait donner naissance à une amitié et à un projet

littéraire commun, visant à créer des ponts entre les Canadiens anglophones et francophones (CHAPUT-ROLLAND ET GRAHAM 1964 : 15-16). Si les deux femmes pouvaient surmonter leurs préjugés et parvenir à s'entendre, pourquoi le Canada tout entier ne pourrait-il pas en faire autant ?

L'auteure canadienne-anglaise Gwethalyn Graham est née à Toronto en 1913 dans une famille éprise d'arts et de culture. Son père, Frank Erichsen-Brown, un avocat, peignait en dilettante et sa mère, Isabel Russell McCurdy, était mécène. Artistes du groupe des Sept, musiciens et acteurs défilaient au foyer Erichsen-Brown (MEADOWCROFT 2008 : 14). Figure négligée de l'histoire canadienne, Gwethalyn Graham ne semble pas avoir retenu l'attention des chercheurs mis à part une courte biographie de la littéraire Barbara Meadowcroft. Le titre évocateur de l'ouvrage, *Gwethalyn Graham, A Liberated Woman in a Conventional Age*, situe d'ailleurs la personnalité de l'auteure dans son époque et témoigne des tensions traversant le parcours de celles qui, comme elle, souhaitaient déroger à la tradition.

Très jeune, voyant son talent précoce, Isabel Russel McCurdy poussa sa fille vers la littérature et l'initia à l'écriture (MEADOWCROFT 2008 : 8). L'adolescence de Graham fut marquée par de nombreuses pérégrinations l'amenant de l'Arizona à Montréal, dont elle tomba amoureuse, à la Suisse, où elle fut inscrite au Pensionnat des Allières pour apprendre le français, en passant par l'Égypte et l'Angleterre (MEADOWCROFT 2008 : 33-37). Les attentes de Graham étaient élevées lorsqu'elle visita l'Université de Cambridge, car elle avait hâte de découvrir les jeunes intellectuels animant le campus et de discuter avec eux. Or, elle apprit à la dure que le simple fait d'être née femme pouvait mener à un déficit de crédibilité dans certains milieux. Elle confie : « *I was seventeen; I remember being furious with all the young Cambridge students produced to entertain me because they refused to talk about anything intelligent, and appeared to proceed on the basis that all women were feeble-minded.* » (« Biographical note », cité par MEADOWCROFT 37). Pour satisfaire sa curiosité et acquérir une formation, elle choisit le Smith College au Massachusetts, membre des « Seven Sisters », pendant féminin de la Ivy League. Elle quitta l'institution avant de terminer son diplôme pour se marier avec John McNaught... et divorcer peu de temps après. C'est en 1934 qu'elle s'installa à Montréal, seule avec son fils et des projets d'écriture.

Son premier article est publié en décembre 1936 dans le *Canadian Forum*. Intitulé « Women : Are They Human ? », elle y défend la place des femmes mariées sur le marché du travail. À travers un parallèle audacieux

LA CONFÉDÉRATION SOUS LA LOUPE DE COMMENTATRICES POLITIQUES

établi entre le régime d'Hitler et le Board of Governors des universités canadiennes, elle rejette la subordination des femmes et l'incapacité d'une large frange de la société à les considérer comme des êtres pensants :

[T]here is a basic idea in common between Hitler with his three Ks [Küche, Kinder, and Kirche] and the Board of Governors of a Canadian university who find it necessary to dismiss married women instructors because they are married. That idea is the traditional view of women as people of purely secondary existence...wives, mother, sisters, sweethearts...rather than people with an existence of their own individuals. (GRAHAM 1936: 21).

Elle en profite également pour émettre une critique du livre de Margaret Lawrence, *The School of Femininity*. Graham rejette l'idée qui y est défendue selon laquelle les femmes se réduisent à leur biologie. En effet, Lawrence soutient que lorsqu'une femme entretient une activité professionnelle, c'est que quelque chose l'a perturbée biologiquement « and she tries to escape the fate of womanhood. » Une fois mariée et comblée, rien ne peut justifier un retour au marché du travail. Graham considère cette thèse comme étant trop conservatrice et appelle à une plus grande liberté pour celles qui souhaitent se réaliser en dehors des liens du mariage. Elle invite également Lawrence à abandonner les termes « natural », « sexual » et « biological » de son vocabulaire (p. 23). Ce texte positionne Graham dans le clan des libres-penseuses et des féministes.

Son premier roman, *Swiss Sonata* qu'elle a commencé à rédiger lors de son arrivée au Québec, est publié en 1938 et obtient un succès critique important, remportant le Prix du Gouverneur général la même année. Son deuxième roman, *Earth and High Heaven* (1944), s'intéresse aux tensions raciales dans le Montréal de la Deuxième Guerre mondiale. Malgré le succès populaire et critique de l'œuvre saluée au-delà des frontières canadiennes, « Gwethalyn Graham is almost forgotten », comme le rappelle sa biographe Barbara Meadowcroft (2-3). L'ode à la tolérance, à la connaissance de l'Autre, au dépassement des préjugés constitue des fils conducteurs qui traversent son œuvre de fiction et de non-fiction. Peu d'experts l'ont rattachée à la politique canadienne. Pourtant, elle s'est prononcée sur des sujets politiques et le recueil épistolaire *Chers ennemis* permet d'apprécier son analyse des tensions culturelles au Canada.

« L'ennemie », c'est Solange Chaput-Rolland, née en 1919 à Montréal dans un milieu bourgeois⁵. Fille d'Émile Chaput et de Rosalie Loranger (dont le père était le juge Louis-Onésime Loranger), Solange Chaput s'est intéressée à la littérature dès son jeune âge. Après des études au collège d'Outremont, elle étudia à la Sorbonne et à l'Institut catholique de Paris, pour réapprendre « tout ce [qu'elle avait] mal étudié dans [sa] province » (CHAPUT-ROLLAND 1966 : 20). Plusieurs parallèles peuvent être établis entre son parcours et celui de Graham. Outre le fait que leurs deux trajectoires soient peu documentées et qu'elles n'aient pas été reconnues par l'historiographie, elles sont également marquées par une sensibilité à l'Autre, en témoigne leur bilinguisme, par un idéal de justice et par un humanisme qui est l'apanage de plusieurs artistes, auteurs et intellectuels qui ont traversé la crise des années 1930 et qui ont été témoins de ses effets dévastateurs. Les deux auteures ont également fait face à certains obstacles parce qu'elles étaient femmes, que ce soit pour être prises au sérieux, comme Graham à Cambridge, ou pour exercer la profession de leur choix, comme Chaput-Rolland. En effet, l'auteure mentionne que son père resta « sourd à toutes [ses] suppliques pour devenir journaliste et écrivain. » (CHAPUT-ROLLAND 1966 : 20).

Elle a contrevenu au désir paternel et a publié ses premiers articles vers 1940. Au début de cette décennie, soit en 1941, elle épouse le magnat des pâtes et papiers André Rolland. C'est d'ailleurs sur du papier Rolland qu'est imprimé son premier magazine, *Points de vue*, fondé en 1955 avec la journaliste Andréanne Lafond. Anticlérical, en faveur des syndicats et défenseur de la langue française, le magazine aspire également à rapprocher les « deux solitudes », soit les Canadiens anglais et les Canadiens français, en offrant un espace de débats. Après la fin de sa publication en 1961, Solange Chaput-Rolland continua dans la même voie avec *Chers ennemis*, qui cherche à démystifier les relations entre les anglophones et les francophones.

Le projet de *Chers ennemis* devait se poursuivre et donner naissance à un autre volume. Or, la mort de Gwethalyn Graham, en novembre 1965, mit fin abruptement au projet qui avait reçu l'appui d'une bourse de la Commission du Centenaire. C'est donc seule que Chaput-Rolland poursuivit sa route, traversant

⁵ Nous avons déjà eu l'occasion d'aborder certains aspects de la pensée politique de Solange Chaput-Rolland dans un article paru dans le *Bulletin d'histoire politique*. Voir « « Plonger au cœur de la crise canadienne » : la pensée politique de Solange Chaput-Rolland dans les années 1960 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 25, no. 3, printemps 2017, pp. 78-101. Il est à noter qu'elle a souvent été critiquée pour ses origines aisées, certains pensant que c'est ce qui l'empêchait d'adhérer au souverainisme.

LA CONFÉDÉRATION SOUS LA LOUPE DE COMMENTATRICES POLITIQUES

le Canada d'un bout à l'autre afin d'expliquer la situation du Québec à ses homologues anglophones. Le fruit de cette tournée donna lieu à *Mon pays, Québec ou le Canada ?* en 1966, deuxième ouvrage du corpus, qui adopte le style du journal de voyage. Le lecteur suit l'auteure dans ses pérégrinations canadiennes, vibrant au rythme de ses frustrations quant à la fermeture de certains anglophones au fait français et de ses espoirs de réforme de la confédération. Cet ouvrage lance ce qui deviendra les *Regards* de Solange Chaput-Rolland, une série d'essais commentant la politique québécoise, canadienne et internationale. Ce qui devait être un dialogue devient alors monologue :

(...) Les jeux sont faits ; en mai 1965 la Commission du Centenaire, avait offert une bourse à Gwethalyn Graham et à moi afin que nous donnions une suite à *CHERS ENNEMIS*. Nous avions toutes deux conçu le projet de visiter le Canada pour écrire un journal racontant les impressions d'une Canadienne anglaise et d'une Canadienne française. La bourse devait défrayer les dépenses de ce long voyage, allant de Terre-Neuve aux frontières de l'Alaska.

Gwethalyn Graham est décédée en novembre 1965. Sa mort me laisse douloureuse, amputée de son amitié, de sa confiance, de sa merveilleuse collaboration. Je dois donc, par la force des choses, écrire seule ce journal conçu pour deux voix. Il sera plus personnel, moins objectif, plus concentré sur la question qui me hante depuis la parution de *CHERS ENNEMIS*.

MON PAYS, est-ce le Québec ou le Canada ? (CHAPUT-ROLLAND 1966 : 19).

Si Chaput-Rolland choisit le Québec, elle n'envisagea jamais la séparation, s'impliquant dans de multiples entreprises visant à trouver des solutions au mal canadien, notamment comme commissaire à la Commission Pépin-Robarts sur l'unité canadienne mise sur pied en 1977. Dans les années 1960, elle suivit également de près et commenta les travaux de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, qui tentait de trouver des solutions aux tensions divisant le Canada anglais et le Canada français. Elle devint même amie avec la seule femme commissaire de la Commission, Gertrude Laing. La Commission Laurendeau-Dunton, à laquelle participèrent de nombreux universitaires et intellectuels dans les années 1960, contribua à rassembler autour de son mandat des humanistes qui croyaient à un pays réformé, laissant plus de place à ses minorités, notamment aux francophones (LAPOINTE-GAGNON 2014). Trois des femmes de notre corpus gravitèrent

Valérie LAPOINTE-GAGNON

d'ailleurs autour de cette entreprise : en plus de Gertrude Laing siégeant en tant que commissaire et de Solange Chaput-Rolland qui la commentait dans ses journaux, Gwethalyn Graham y occupa la fonction de traductrice (MEADOWCROFT 2008 : 198).

Née en 1905 à Tunbridge Wells dans le Kent en Angleterre, Gertrude Laing arriva au Canada en bas âge avec ses parents, Arthur George Amies et Elizabeth Williams. La famille s'installa au Manitoba. Elle entre en contact avec le français en suivant des cours à l'âge de treize ans. L'apprentissage de cette langue devint une passion qui la suivit dans ses études et fut déterminante pour sa carrière. Elle choisit donc d'étudier la littérature française à l'Université : « I enjoyed the English but really my heart was all in the French language and the French literature. Which I still feel much more close to than I do to English literature » (MCKENNA 1997: 1). À la suite de l'obtention de son baccalauréat de l'Université du Manitoba en 1925, elle reçut la première bourse octroyée par le gouvernement français à l'Université du Manitoba pour poursuivre ses études supérieures à la Sorbonne à Paris. De retour au Canada, elle enseigna à la Riverbend School for Girls de Winnipeg de 1928 à 1932. Sa carrière fut interrompue par la crise économique, son mari, Stanley Laing, s'étant vu offrir un poste au Dominion Government office de Winnipeg à la condition que le ménage ne cumule pas deux salaires. Devenue femme à la maison par obligation, elle retourna sur le marché du travail au moment de la Seconde Guerre mondiale, l'Université du Manitoba manquant de personnel, comme elle le raconte dans une entrevue donnée à la professeure de l'Université de Calgary, Marion McKenna : « Then the men started coming home and in 1944 [...] they were short of people at the University. So I was drafted again in teaching at the university which I did for four years. » (MCKENNA 1997 : 7). En plus de l'enseignement, elle multiplia les expériences de bénévolat et siégea à de nombreux comités. De 1941 à 1943, elle fut présidente de la YWCA de Winnipeg, de 1942 à 1947, elle fut secrétaire exécutive du *War Service Board and Central Volunteer Bureau* de Winnipeg, de 1951 à 1952, elle fut présidente du *Central Volunteer Bureau* de Winnipeg et de 1957 à 1959, elle contribua au *Social Planning Council* de Calgary. Sa connaissance du français et son expérience en organisation communautaire furent des éléments qui contribuèrent à sa nomination comme commissaire à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, qui donna un nouvel élan à sa carrière (LAPOINTE-GAGNON 2017b). Par la suite, elle défendit le français, le dialogue, la réconciliation et l'unité nationale sur de nombreuses tribunes, que ce soit à l'UNESCO ou à l'Université de Calgary, où elle enseigna à la fin des années 1970 des cours sur

LA CONFÉDÉRATION SOUS LA LOUPE DE COMMENTATRICES POLITIQUES

le Québec. Son apport à la société canadienne fut salué par l'Ordre du Canada, dont elle fut faite officière en 1972. Dans une lettre adressée à Mark Ogilvie, Michael Oliver, directeur de la recherche à la Commission Laurendeau-Dunton, conçoit cependant que l'apport de la commissaire n'a pas obtenu toute la reconnaissance qu'il méritait : « Please give my best wishes to Gertrude Laing, another outstanding Commissioner whose role has not been recognized nearly as much as it should have been. » (OLIVER 1993).

C'est lors d'une réception tenue à Toronto en 1964 que Gertrude Laing rencontra Solange Chaput-Rolland. Elles étaient assises toutes deux de part et d'autre de Pierre Laporte, ministre du Travail dans le gouvernement québécois de Jean Lesage. Par la suite, elles ont gardé le contact et continué à se rencontrer au cours de leurs pérégrinations à travers le Canada. Une de ces rencontres demeure plus marquante que les autres. Le soir où Pierre Laporte fut kidnappé, elles étaient rassemblées chez Solange Chaput-Rolland. Assises près de la radio toute la nuit, elles ont partagé ce moment angoissant qui les a rapprochées et a contribué à souder leur amitié (REID 1972). Par la suite, elles se sont mises à parler de plus en plus de politique et des enjeux secouant le Canada et c'est dans l'esprit de ces conversations que *Face to Face : Conversations Between Solange Chaput Rolland et Gertrude Laing* a été créé, retraçant leurs échanges sur le séparatisme, sur le colonialisme, sur la place des femmes dans la société, sur l'unité nationale et sur la réconciliation.

Si Laing, Chaput-Rolland et Graham étaient liées par leurs origines sociales ou leur éducation, leur humanisme et leur engagement envers l'unité nationale qui les poussent à publier leurs dialogues afin qu'ils servent d'exemple, Marie-Blanche Fontaine fait en quelque sorte bande à part. Il s'avère également difficile de documenter sa trajectoire puisqu'il ne semble pas exister d'études sur ses contributions, ni de fonds d'archives. Les seules informations sur son parcours se retrouvent dans l'introduction de son unique ouvrage : *Une femme face à la Confédération*. Elle y met en lumière son parcours du quartier ouvrier Saint-Henri à Montréal, où elle est née, à sa carrière de fonctionnaire internationale qui l'a menée de Washington à Londres, en passant par Genève et New York. Comme pour beaucoup d'autres femmes à l'époque, c'est la Seconde Guerre mondiale qui semble avoir donné un élan à sa carrière : « De débrayages en relances, je me suis retrouvée un beau jour de la fin de mai 1944 à Washington et dans les services français, militaires et civils, groupés sous l'autorité du Comité français de la libération nationale [...]. » (FONTAINE 1965 : 10) Par la suite, elle se retrouve à Londres au moment de la naissance des Nations unies : « À Londres, où je n'ai jamais

manqué de me présenter comme Canadienne française, - (agir autrement m'eût paru un mensonge et un reniement, sans compter que le réflexe britannique m'a toujours fait défaut) - j'ai reçu un accueil poli et même sympathique. Et puis je travaillais en milieu international ! » (FONTAINE 1965 :11) Sa carrière de fonctionnaire aux Nations unies l'amène à Genève. À son retour au Canada, elle devient traductrice parlementaire à Ottawa. C'est là, plus que jamais, qu'elle se sent étrangère : « Traductrice parlementaire à Ottawa, j'ai pu me rendre compte dans les faits et dans les textes de la dérision de ce qui nous est concédé ou abandonné de guerre lasse par le parlement si drôlement olympien d'Ottawa. » (FONTAINE 1965 : 12) Elle constate alors le haut niveau de « colonisation fédérale » et c'est pour dénoncer ce phénomène, qui nuit à l'épanouissement du Québec et des Canadiens français, qu'elle choisit de prendre la plume et d'écrire *Une femme face à la Confédération*, un essai visant à illustrer le rôle subalterne réservé aux Canadiens français et à encourager l'action en faveur de l'indépendance du Québec (FONTAINE 1965 : 13).

Ce corpus composé de quatre œuvres s'inscrit dans la littérature intellectuelle et politique des années 1960, dénonçant le *statu quo* politique et appelant à des réformes tantôt mineures, tantôt radicales, pour que le passé de la Confédération ne soit pas garant de son avenir. Il témoigne d'un temps où tout semblait encore possible pour l'avenir du fédéralisme canadien. Parmi ces ouvrages, notons *La dualité canadienne* de Mason Wade et les actes du Congrès des Affaires canadiennes, fondé au début des années 1960 afin de « favoriser le dialogue des deux nations canadiennes sur un plan d'égalité rigoureuse.⁶ ». Ces initiatives regroupaient d'ailleurs des anglophones et des francophones tentant de réfléchir ensemble aux voies de l'avenir, comme Chaput-Rolland et Graham ou Laing. Notons également un ouvrage phare tel qu'*Égalité ou indépendance* de Daniel Johnson, paru en 1965⁷, la même année qu'*Une femme face à la Confédération*, et poursuivant un objectif similaire, soit celui d'inciter à l'action et de proposer un cadre politique permettant l'épanouissement des Canadiens français du Québec.

Si certains aspects du corpus, notamment la notion de dialogue entre les anglophones et les francophones, la quête de solutions, la description des défis à relever ou le ton provocateur emprunté par les auteurs montrent qu'il s'intègre parfaitement dans les codes normatifs du commentaire politique de l'époque, d'autres aspects le distinguent des ouvrages du genre. D'abord, il y a

⁶ « Avant-propos », *La dualité canadienne à l'heure des États-Unis* : IVe Congrès des affaires canadiennes, Québec, Presses de l'Université Laval, 1965.

⁷ Daniel Johnson, *Égalité ou indépendance*, Montréal, Éditions Renaissance, 1965.

LA CONFÉDÉRATION SOUS LA LOUPE DE COMMENTATRICES POLITIQUES

les couvertures et les titres, qui laissent, dans deux cas sur quatre, peu de place à l'imagination quant au sexe des auteures. *Chers ennemis* présente un dessin de deux femmes, l'une arborant une robe au motif fleurdelisé, l'autre revêtant l'Union Jack, les deux semblant argumenter. Le sous-titre, placé entre les deux protagonistes vise sans doute à mousser les ventes avec son côté sensationnaliste : « une Canadienne anglaise et une Canadienne française se disent leurs quatre vérités ». *Une femme face à la Confédération* montre également le dessin d'une femme, cette fois tête levée devant le Parlement canadien. La féminité du projet littéraire est donc clairement établie et cela n'est pas sans effets puisque l'insistance sur le « sexe féminin » des auteures, qui n'est pourtant pas lié directement à leurs propos sur la politique (la dimension féminine du projet n'est d'ailleurs jamais soulevée par Fontaine), les place dans une catégorie à part (TRIMBLE, TREIBERG & GIRARD 2010 : 31). Est-ce une volonté des éditeurs et des auteures d'aller chercher un public féminin pour le sensibiliser aux sujets politiques ? Est-ce une façon de marquer une distinction entre les essais sérieux, écrits par des hommes pour des hommes, et une littérature politique moins « traditionnelle » à une époque où les femmes sont davantage représentées dans certaines sphères d'intervention, notamment dans les pages féminines des journaux et dans les émissions d'affaires publiques destinées aux femmes (BRUN 2009 : 6) ?

Chose certaine, ces auteures qui s'intéressent à la politique, si elles tentent de fréquenter les cercles parlementaires et les milieux politiques traditionnels, ont besoin des organisations de femmes pour propager leurs idées, comme en témoigne ce passage de *Mon pays, Québec ou le Canada* ? où Solange Chaput-Rolland évoque un passage houleux dans la capitale néo-écossaise :

Halifax est une ville bizarre ; les maisons, la plupart grises, sont de bois et elles se ressemblent toutes. Les gens sont assez sombres, peu portés à l'exubérance. Il ne me sera pas facile d'être acceptée, je crois. Mais heureusement, grâce à la Voix des Femmes, des amies de longue date me facilitent les rencontres et les rendez-vous. Partout au Canada, grâce à ce mouvement de paix, j'ai la chance de parler à des êtres dégagés, ouverts, ne craignant pas d'émettre des opinions. » (CHAPUT-ROLLAND 1966 : 31).

C'est également la Voix des femmes qui chapeaute la manifestation anti-armements nucléaires à Ottawa où se rencontrent Solange Chaput-Rolland et Gwethalyn Graham. Elle offre également une tribune à *Chers Ennemis* en

organisant, en 1963, un débat entre les deux auteures au sujet du bilinguisme⁸. Ce phénomène est révélateur d'une littérature qui se répand dans les marges, en dehors des réseaux traditionnels.

L'entrée dans l'univers masculin du commentaire politique ne se fait donc pas nécessairement par la « grande porte », mais par d'autres accès, facilités par les organisations de femmes. Elle s'accompagne également d'une recherche du ton à employer, du ton à inventer pour s'inscrire dans cette littérature, car comme le rappelle la littéraire Helen Buss, cette percée ne s'effectue pas sans tension : “As women enter the public world, a world once reserved for men, attention is drawn to the manner in which their ethical and psychological development affects their lives as public achievers.” (BUSS 1990 : 154). En effet, les « achieving women » comme les appelle Buss, c'est-à-dire des femmes qui poursuivent des objectifs professionnels, politiques ou personnels qui ne cadrent pas avec ce qui est socialement acceptable, pénètrent dans un univers de tiraillements, où elles doivent atteindre l'équilibre entre le rôle qu'elles devraient occuper selon le miroir que leur renvoie la société et le rôle qu'elles souhaitent jouer dans l'espace public. Le corpus traduit en quelque sorte ces tensions, notamment dans le ton adopté par les ouvrages de Chaput-Rolland, Graham et Laing, beaucoup plus intimiste que celui des essais traditionnels. Les auteures ne commentent pas seulement les enjeux politiques, elles invitent également leurs lecteurs à entrer dans leur intimité en abordant des aspects de leur vie privée, notamment leur rôle d'épouses et de mères. Elles se mettent donc en scène comme des femmes accomplies, à même non seulement de débattre de politique sereinement, mais également de réaliser leurs tâches domestiques. Par ce ton propice au dialogue, elles espèrent sans doute pousser les lecteurs à agir avec elles. Il ne les empêche toutefois pas d'être critiques et de brosser des portraits peu flatteurs de certaines personnalités politiques.

Présentation des stratégies, de leur position pour améliorer les relations entre les groupes culturels au Canada

Notre corpus se veut donc éclaté, tant dans les styles (du journal à l'essai), que dans le propos et les objectifs poursuivis. Toutefois, il se rejoint autour des thématiques abordées (une critique du passé canadien, la

⁸ “Authors Debate Bilingualism”, *The Globe and Mail*, 14 novembre 1963, p. 16.

réconciliation, la colonisation et le bilinguisme) qui seront analysées dans cette partie.

Critiquer le passé pour construire le futur

Une constante revient dans les quatre livres : l'œuvre des Pères de la Confédération y est jugée défavorablement et considérée comme dysfonctionnelle. Par contre, les solutions envisagées pour remédier à une situation marquée par des tensions entre les Canadiens français et les Canadiens anglais ne sont pas les mêmes. Si elles sont axées sur la réconciliation chez Chaput-Rolland, Laing et Graham, elles sont plus draconiennes chez Fontaine qui considère la rupture des liens entre les colonisateurs et les colonisés – les Canadiens français – comme la seule stratégie permettant de bâtir un futur plus égalitaire.

Dans *Chers ennemis*, c'est avec une pointe d'humour que la critique est formulée par Chaput-Rolland à l'égard de ceux qui sont considérés comme les fondateurs : « À regarder les têtes résolument sombres et fermées des Pères de la Confédération, nous avons le droit de nous demander s'ils prévoyaient le marasme national dans lequel leurs décisions allaient nous précipiter cent ans plus tard ! Décidément, ils ne sont pas gais nos grands-pères, et nous avons, je crois, hérité [...] de leur mauvaise humeur historique. » (CHAPUT-ROLLAND & GRAHAM 1963 : 18). Elle rappelle, pour reprendre la métaphore omniprésente du mariage lorsque vient le temps de parler de l'union canadienne, que le déficit d'amour était originel et que cette « disette » n'a jamais véritablement pris fin (CHAPUT-ROLLAND & GRAHAM 1963 : 18).

Dans *Une femme face à la Confédération*, la diatribe prend une autre dimension, à la mesure de la radicalité des solutions proposées par Marie-Blanche Fontaine. Premièrement, l'auteure invite à ne pas confondre « les origines de ladite confédération et celles du Canada », car « ce n'est pas aux Pères de la Confédération que les Canadiens français doivent s'en rapporter pour savoir comment aborder le prochain tournant décisif de la nation canadienne-française, mais bien à leurs propres pères, nos vaillants et valeureux ancêtres. » (FONTAINE 1965 : 17). À ses yeux, la Confédération ne représente qu'une « étape dans l'évolution des colonies britanniques », les Pères de la Confédération incarnant des marionnettes de l'Empire visant à poursuivre l'œuvre de colonisation des populations déjà en place, les Canadiens français. S'ensuit le récit d'une cohabitation périlleuse entre les envahisseurs et les colonisés : « La confédération [...] travaille à la dépersonnalisation, à la

dépossession et à la minorisation du Canada français. » (FONTAINE 1965 : 18). Elle n'a pas apporté la richesse des institutions démocratiques britanniques et elle n'a pas permis au peuple canadien-français de s'émanciper en les initiant aux rouages du parlementarisme : « Celui-ci [le peuple] a beau s'agiter, on le mène par des voies pieusement démocratiques à son propre enterrement et à sa confusion dernière. » (FONTAINE 1965 : 18).

Chez Fontaine, les figures des Britanniques et des Canadiens français sont bien campées, voire stéréotypées afin de mettre en lumière qui est le bon et qui est le méchant. Les Britanniques sont décrits comme des manipulateurs, qui enjôlent l'Autre avec les lumières de leur système politique pour éventuellement le tromper. Les Canadiens français sont présentés quant à eux comme les valeureux aventuriers, maîtres de la résistance, un peu endormis, mais capables de se réveiller, de secouer leur génie français et de se réapproprier leur avenir. La thématique de la colonisation, bien en vue dans les années 1950 et 1960 avec la parution des ouvrages phares de Frantz Fanon, Albert Memmi et Aimé Césaire sur les affres du colonialisme est omniprésente dans l'essai qui, s'il ne cite pas de telles sources, se réapproprie tout de même leurs codes pour les appliquer à la situation des Canadiens français. En témoignent d'ailleurs presque tous les sous-titres de l'ouvrage : « La colonisation fédérale et les Canadiens français », « Les carrières fédérales, des pièges à colonisés », « La colonisation fédérale et la nation canadienne-française », « Les mites dans notre toison moutonnaire et nationale », « Retour sur le colonisateur », « Un grand séparateur : le colonisateur » et « La Constitution, une maladie ! ». Pour guérir ce mal, il faut donc envisager un renversement complet de la situation et en finir avec l'état de colonisé des Canadiens français en rompant les liens avec le colonisateur. Cette rhétorique dénonçant les effets délétères du colonialisme sur le sort des Canadiens français a été reprise par de nombreux indépendantistes à l'époque (D'ALLEMAGNE 1966), notamment ceux gravitant autour de la revue *Parti Pris*, fondée en 1963⁹. Elle est présente également chez Chaput-Rolland, qui cite *Le colonialisme au Québec* d'André d'Allemagne dans *Mon pays, Québec ou le Canada ?* (CHAPUT-ROLLAND 1966 : 158) et déplore la situation des Québécois et le regard hautain posé sur eux par les Anglo-Canadiens. Elle mentionne toutefois que, si elle ne possède pas « La solution » aux problèmes du Québec et du Canada, celle-ci doit passer par le respect et la connaissance de l'Autre (CHAPUT-ROLLAND 1966 : 158).

⁹ Le numéro spécial de juin 1964 de la revue est d'ailleurs intitulé « Portrait du colonisé québécois » et contient des textes de Pierre Lefebvre, Paul Chamberland, Denys Arcand et Pierre Maheu. *Parti Pris*, nos. 9-10-11, été 1964.

Les vertus du dialogue

L'ouverture à l'Autre constitue d'ailleurs une thématique phare de *Chers ennemis*. Les auteures mentionnent cependant dès la préface que si les préjugés divisant les anglophones et les francophones persistent, ils mèneront le pays vers un « suicide national » (CHAPUT-ROLLAND & GRAHAM 1963 : 13). D'où le besoin d'agir promptement. Le remède envisagé consiste à établir de meilleurs canaux de communication entre les anglophones et les francophones, car seul le dialogue peut mener vers une réconciliation durable à la « mésentente cordiale » persistant depuis 1763. Ce faisant, les deux auteures s'inscrivent dans la tradition intellectuelle de la recherche de la troisième voie, visant une médiation pour trouver une solution différente du fédéralisme centralisateur et de la séparation. Pour Chaput-Rolland : « Nous sommes un peuple sans compréhension, sans dialogue, sans amour. » (CHAPUT-ROLLAND & GRAHAM 1963 : 20). Ce constat est en fait le résultat de deux cents ans d'histoire marquée par l'éloignement, par des crises, des tensions linguistiques, par une marginalisation de la présence des francophones dans les cercles du pouvoir à Ottawa et sur la scène économique. Le principal coupable de cet éloignement est sans doute le manque de communication, dans un pays souffrant d'une géographie trop étendue. Pour en témoigner, Chaput-Rolland rapporte une anecdote où elle se trouvait dans une ville des Prairies afin de participer à une émission de télévision. Une journaliste canadienne-anglaise lui a demandé si elle s'habillait toujours ainsi – c'est-à-dire en tailleur noir. « Lorsque je lui dis en souriant bravement que j'avais relégué dans les placards de Maria Chapdelaine ma tuque, mes souliers de bœuf et ma jupe à carreaux, je compris son incrédulité. Je quittai cette ville mijotant une colère « solangement » cuisinée. » (CHAPUT-ROLLAND & GRAHAM 1963 : 46). Afin de rapprocher les « deux solitudes », les communautés intellectuelles doivent se rencontrer pour inspirer les citoyens : « Quand donc construirons-nous des ponts nous unissant enfin dans une même communauté de pensée. » (CHAPUT-ROLLAND & GRAHAM 1963 : 49).

Graham et Chaput-Rolland militent pour un investissement public significatif en traduction, afin que les œuvres du Canada français soient diffusées en anglais et que les œuvres canadiennes-anglaises soient disponibles en français à Montréal avant de l'être à Paris, comme c'est ironiquement le cas avec certaines publications. Graham revient d'ailleurs sur la traduction de son ouvrage *Earth and High Heaven*, introuvable en français à Montréal alors qu'on pouvait le lire en finnois à Helsinki et même en français à Paris. Elle

évoque alors un « séparatisme littéraire » auquel il faut s'empresse de mettre un terme (CHAPUT-ROLLAND & GRAHAM 1963 : 42). Les deux femmes partagent avec un groupe d'intellectuels de l'époque l'idée que la traduction peut rapprocher les communautés culturelles¹⁰.

À la lecture de *Face to Face*, il apparaît que la question des communications est toujours aussi cruciale au début des années 1970. Gertrude Laing part notamment de son expérience à la Commission Laurendeau-Dunton, qui l'a amenée à rencontrer des Canadiens d'un océan à l'autre, pour souligner que le remède se trouve dans l'augmentation des moyens de communication entre les diverses régions du pays :

I had gained an intimate knowledge of the country and its problems, and certainly one obvious problem was the lack of communication between Canadians. If Canadians speaking English and Canadians speaking French are going to talk to one another at all in this vast country, it is going to be by means of their communications systems (CHAPUT-ROLLAND & LAING 1972: 51).

Gwethalyn Graham, Gertrude Laing et Solange Chaput-Rolland engagent donc une vaste réflexion sur les vertus du dialogue entre les anglophones et les francophones, dans un contexte où l'incompréhension mutuelle et les préjugés dominent. Elles deviennent elles-mêmes des exemples que ce dialogue est possible et serein, à travers leurs publications. Elles proposent également des façons concrètes de stimuler ce dialogue, soit l'investissement dans la traduction ou encore dans les systèmes de communications. C'est notamment pour poursuivre le dialogue entamé avec Graham que Chaput-Rolland a parcouru le Canada en prononçant des conférences et en rencontrant des citoyens de divers horizons pour leur expliquer les revendications du Québec, ce qui a donné lieu à la publication de *Mon pays : Québec ou le Canada ?* Si la commentatrice politique s'y montre parfois exaspérée devant le manque de reconnaissance de certains anglophones envers le français – « je suis fatiguée de devoir toujours quêter, menacer,

¹⁰ Parmi ces intellectuels, se trouvent notamment Frank Scott, qui a publié un livre sur la traduction du Tombeau des rois d'Anne Hébert, et Ramsay Cook, qui a traduit Pierre Trudeau pour le *Canadian Forum*. Sur la traduction du Tombeau des rois par Frank Scott, voir Anne Hébert et Frank Scott, *Dialogue sur la traduction : à propos du Tombeau des rois*, Montréal, HMH, 138 p. Sur Ramsay Cook et la traduction, voir *The Teeth of Time. Remembering Pierre Elliott Trudeau*, Toronto, McGill-Queen's University Press, 2006, p. 9.

expliquer, pour obtenir ce qui aurait dû être spontané » (CHAPUT-ROLLAND 1966 : 41) – elle n’abandonne pas et croit à une solution alternative à la séparation, où chacune des identités particulières des provinces pourraient s’épanouir (CHAPUT-ROLLAND 1966 : 147). D’ailleurs, ses espoirs de refondation du pays étaient exprimés dans *Chers ennemis* :

Pour ma part, j’espère beaucoup de la refonte de notre Constitution. Le temps est à la générosité. Proclamons l’existence du Canada en deux États égaux, et nous aurons fait un pas vers l’unité. Je ne connais rien aux aspects juridiques d’une telle réforme, mais je la sens indispensable à notre survivance. Ou notre Constitution sera repensée ou elle ne sera pas. (CHAPUT-ROLLAND 1966 : 77-78)

Pour Chaput-Rolland, le Canada s’est enfermé dans le conformisme et la monotonie ; il a besoin de se voir insuffler une dose de créativité et d’humanisme. Elle appelle à ce titre à penser à la solution en termes « humains de fraternité ». (CHAPUT-ROLLAND 1966 : 78).

De l’éducation et de la réconciliation

Outre la communication, l’éducation est également considérée comme un élément indispensable à une entreprise réconciliatrice réussie. Gwethalyn Graham se montre particulièrement sensible à cet enjeu. Elle raconte son expérience de francophile à Montréal en mettant en lumière un phénomène méconnu, soit la difficulté pour un Canadien de langue anglaise, même Montréalais, d’apprendre le français. Elle illustre son propos à l’aide de sa propre expérience, en relatant les obstacles rencontrés pour envoyer son fils dans une école francophone. Le système des écoles confessionnelles faisait en sorte que les frères étaient récalcitrants à accepter un élève non catholique dans leurs institutions.

Graham aspire non seulement à ce qu’il soit plus facile pour les anglophones d’étudier en français à Montréal, mais également à faire entrer massivement des Canadiens français dans les écoles des provinces anglophones : « je ne connais rien qui pourrait cicatiser plus rapidement et plus efficacement les blessures entre Canadiens français et anglais, et conduire ces derniers à mieux les apprécier, aimer et comprendre le Québec que de faire enseigner, dans les neuf provinces, le français par des Canadiens français. » Elle déplore la dimension confessionnelle du système, qui conduit à des absurdités : « Le niveau des études n’est pas encore assez élevé, mais il

Valérie LAPOINTE-GAGNON

s'améliore en dépit d'un système d'éducation stupide qui interdit à un Canadien français catholique d'enseigner dans une école protestante et à un protestant canadien-anglais d'enseigner dans une école française catholique.» (GRAHAM 1963 : 26). Ces barrières religieuses mettent un frein à un échange culturel qui pourrait sensibiliser au sort de l'Autre et mener à des rapprochements salutaires.

Graham souhaite également que les Canadiens français hors du Québec ne soient pas traités comme des exilés par ceux de la province francophone. Elle estime que plusieurs autres devraient emprunter leur trajectoire afin qu'il devienne normal de rencontrer des francophones dans toutes les provinces : « De tels exodes hors du Québec doivent être encouragés, ne serait-ce que comme facteur d'unité; car il est difficile pour les Canadiens anglais de se sentir des affinités avec les Canadiens français, s'ils n'en connaissent aucun. » (CHAPUT-ROLLAND & GRAHAM 1963 : 30). Cela n'est pas sans rappeler Henri Bourassa qui souhaitait un déplacement des Canadiens français dans l'Ouest pour que le pacte entre les deux peuples fondateurs auquel il croyait soit vécu au quotidien et devienne la normalité. Chaput-Rolland se montre plus critique envers cette stratégie :

Mais cette connaissance de l'autre, ou cette co-connaissance ne peut s'obtenir par une migration massive des habitants d'une province, d'une région vers d'autres endroits. Il devient ridicule de penser que la seule façon de régler nos problèmes humains régionaux et nationaux, consiste à faire monter 1000 voyageurs de l'Est dans un train en direction de l'Ouest canadien. » Il faut au contraire embrasser nos différences et apprendre à vivre avec elles (CHAPUT-ROLLAND 1966 : 158).

Le bilinguisme

Une des thématiques qui ressort de *Chers Ennemis* ainsi que de tous les ouvrages du corpus est le bilinguisme. C'est d'ailleurs une notion qui intéresse particulièrement les intellectuels et les responsables politiques de l'époque (LAPOINTE-GAGNON 2014). Avec les demandes répétées en Chambre des députés du Crédit social pour une meilleure représentation du français dans les institutions fédérales et parlementaires (FRASER 2007 : 41), avec le travail dans l'ombre de l'Ordre de Jacques-Cartier pour une meilleure représentation des francophones dans les sphères d'influence, avec les éditoriaux d'un intellectuel québécois respecté, André Laurendeau, en faveur de la mise sur pied d'une commission d'enquête sur cet enjeu (LAURENDEAU

1962), le bilinguisme apparaît aux yeux de certains comme une panacée à même de guérir, du moins en partie, le mal canadien.

Le corpus à l'étude ne fait pas exception : le bilinguisme y est tantôt louangé, tantôt critiqué. Dans *Chers Ennemis*, il apparaît comme une solution, mais il ne doit pas constituer l'ultime remède, car, comme le rappelle Graham, le bilinguisme généralisé est inatteignable et serait inefficace pour régler la crise : « Dès maintenant, il y a trop d'autres choses qu'on peut faire pour transformer ce pays, avant qu'il ne soit trop tard, en une vraie nation anglo-française, pour perdre du temps [...] à prêcher un bilinguisme général irréalisable. » (CHAPUT-ROLLAND & GRAHAM 1963 : 54). De plus, comme le mentionne Chaput-Rolland, ce n'est pas tout d'apprendre la langue de l'autre, il faut s'intéresser aussi à sa culture pour créer des ponts entre les communautés. L'apprentissage de la langue de l'Autre dépourvu d'intérêt pour sa culture constituerait une entreprise vaine. Autrement dit, la langue ne doit pas être réduite à un outil de communication et elle doit être enseignée de manière indissociable à la culture.

Publié dans un contexte différent de *Chers ennemis*, à la suite de l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* de 1969, l'essai *Face to face* revient quant à lui sur les travaux de la Commission Laurendeau-Dunton. C'est l'occasion pour Gertrude Laing de réfléchir à l'héritage de la commission. À ses yeux, le gouvernement de Pierre Trudeau n'est pas allé assez loin avec sa loi : « The Government is dealing with one part of the problem, that is the establishment of bilingual institutions in Canada [...] » (CHAPUT-ROLLAND & LAING 1972 : 83). À ses yeux, l'impasse décrite par la Commission Laurendeau-Dunton commandait une solution encore plus ambitieuse, où l'égalité serait atteinte grâce à un traitement asymétrique, le français ne jouissant pas du même ascendant que l'anglais. Elle rappelle l'esprit des recommandations du rapport :

The B and B recommendations [...] said that there must be a viable life, in French, in Quebec if French culture and language are going to survive in Canada. Our first concern, therefore, was to keep the French language strong, and if necessary, to overvalue it because of the threat of competing in an English-speaking world in North America.

Elle revient également sur la distinction que faisait la commission entre le bilinguisme et le biculturalisme, ce dernier terme recoupant deux réalités essentielles, qui ne peuvent s'atteindre à travers le bilinguisme, soit les

possibilités d'existence et d'épanouissement des deux cultures et les opportunités de coexistence et de collaboration entre les deux (CHAPUT-ROLLAND & LAING 1972 : 82). Le bilinguisme institutionnel ne permet pas l'égalité des chances réelles entre les francophones et les anglophones. Aux yeux de Laing, la partie la plus importante de la Commission était la préservation du français comme langue maternelle et la reconnaissance du Québec comme foyer de la culture et de la langue française au Canada. Une des premières choses à faire aurait donc été de sécuriser la place du Québec, qu'elle reconnaît comme une province particulière, rassurant ainsi quatre francophones sur cinq pour ensuite bâtir un pays où parler le français ne serait pas un obstacle à la progression et ce, peu importe où l'on vit (CHAPUT-ROLLAND & LAING 1972 : 81).

À travers la lecture de *Face to Face*, de *Chers ennemis* et de *Mon pays : Québec ou le Canada*, le bilinguisme apparaît comme une solution pour apaiser les tensions, mais il constitue le point de départ d'un programme qui se doit d'être plus englobant. Si les auteures n'ont rien contre le bilinguisme personnel, elles savent très bien que ce n'est pas en rendant chaque Canadien à l'aise dans les deux langues que le problème s'évanouira miraculeusement. Leurs solutions, surtout pour Chaput-Rolland et Laing, partent du Québec, foyer des francophones, dont la place doit être sécurisée pour pouvoir éventuellement aborder d'autres enjeux essentiels, comme la place des francophones en situation minoritaire.

Une femme face à la Confédération offre un regard différent sur le bilinguisme. Selon Fontaine, rien de bien ne peut venir de cette solution créée par les colonisateurs. Pour elle, le bilinguisme représente un coup vicieux de plus en provenance d'Ottawa :

Après la manœuvre politique, néfaste division des Canadiens français en bleus et rouges, après l'asservissement économique et financier, dont les mécanismes nous apparaissent de plus en plus clairement, après l'assaut incessant des lois centralisatrices, voici l'offensive du bilinguisme. C'est par la langue cette fois qu'on veut nous avoir. Cette offensive risque d'être la dernière, parce que si elle réussit, il n'en faudra plus jamais d'autres (FONTAINE 1965 : 53).

Le bilinguisme n'est rien de moins qu'une tentative d'assimilation aussi subtile qu'elle peut s'avérer néfaste. En effet, derrière la promotion de deux langues officielles, se cache une intention d'avilir le français, qui ne fait

pas le poids face à l'anglais. Le français doit donc être la langue unique et régner en son domicile, le Québec.

Pour Fontaine, aucune relation n'est possible avec l'Autre : le Canadien anglais. En fait, tous ceux qui appartiennent à la catégorie des autres sont suspicieux et donc susceptibles de faire déroger le projet de libération du Canada français, ici synonyme de Québec. Et cette liberté ne peut s'atteindre qu'en rompant tout lien politique, juridique et culturel avec le colonisateur. Comme elle le mentionne : « Les libertés britanniques [...] ne sont pas *la* liberté. ». La Constitution est une maladie. Pour guérir le mal, il n'y a pas de solution mitoyenne envisageable, telle que la création d'États associés puisque c'est encore une fois tenter un partenariat avec un traître. « La liberté est un risque, un beau risque ! Nous sommes capables de l'assumer ce risque dans cet esprit d'invention et d'aventure que nous tenons du génie français, génie qui a trouvé à se manifester sur cette terre d'Amérique ! » (FONTAINE 1965 : 153-154).

Chaput-Rolland, Graham et Laing adoptent une position distincte. Elles croient au potentiel salvateur d'une vraie rencontre avec l'Autre. Cependant, elles rejettent le *statu quo*. Dans *Chers ennemis*, Chaput-Rolland mentionne que lorsque nous aurons amendé la Constitution, nous marcherons tête haute en votre compagnie. Elle est lasse de ces communautés vivant dans des mondes parallèles et appelle à un changement des mentalités. Elle écrit : « Les deux cultures végètent l'une à côté de l'autre ; elles s'appauvrissent en de piètres imitations anglaise, française et américaine et elles n'ont pas encore découvert la richesse d'une pensée autochtone. » (CHAPUT-ROLLAND & GRAHAM 1963 : 20). Elle apparaît ici un peu en avance sur son temps, les autochtones ne constituant pas une priorité pour les apôtres de la réconciliation de l'époque, qui se sont surtout concentrés sur les relations entre le Canada français et le Canada anglais¹¹. Dans *Mon pays, Québec ou le Canada?*, l'auteure en vient à la conclusion qu'il n'y pas un ni deux Canada, mais bien 10 et qu'il faut leur laisser une place. Elle privilégie une association à la Suisse, favorisant la décentralisation et l'expression des particularismes. À l'instar de Jean-Charles Bonenfant dans son article « L'esprit de 1867 », elle rappelle que 1967 n'est pas 1867, et que les solutions du XIX^e siècle ne peuvent plus s'appliquer dans le contexte du premier centenaire. Elle mentionne : « si, dans l'esprit de la constitution, le Canada de 1867 ne reconnaissait pas la présence

¹¹ La Commission Laurendeau-Dunton avait d'ailleurs choisi d'écarter les autochtones de son mandat et de ses recommandations.

de deux nations politiques au Canada, il n'est plus possible en 1967 de nier la vitalité des deux branches de l'arbre canadien. » Anglophone de l'Ouest, Laing défend également la décentralisation et surtout un statut particulier pour le Québec, position audacieuse pour une femme de Calgary (LAPOINTE-GAGNON 2017b).

Obstacles à la prise de parole

Les propos tenus par les auteures sont parfois novateurs, notamment lorsqu'il est question d'intégration des peuples autochtones dans la redéfinition de l'identité canadienne, parfois parfaitement en phase avec leur temps. Ces contributions semblent toutefois être tombées dans l'oubli. Une des hypothèses que nous avançons pour expliquer cette omission est la difficulté de ces femmes à entrer dans les milieux intellectuels et à être perçues comme des intellectuelles. À ce titre, les préfaces des ouvrages de Chaput-Rolland sont éloquentes (LAPOINTE-GAGNON 2017a). Elles insistent pour la plupart sur le fait que Solange Chaput-Rolland soit une femme, ce qui la place dans une catégorie particulière. Reproduisant les stéréotypes rattachés au sexe féminin, la « sensibilité » de l'auteure est soulignée. La préface de l'édition anglaise de *Mon pays, Québec ou le Canada ?* écrite par l'historien William Morton et traduite dans la version française, est douce-amère. Morton salue le courage de Chaput-Rolland, qui n'a pas peur de dire au Canada ses quatre vérités. Il mentionne toutefois le caractère « âpre » et « souvent irritant » du commentaire et prend soin de souligner qu'il est en désaccord avec les propos tenus par Chaput-Rolland (p. 16). Avec une pointe d'humour, il s'étonne qu'une femme ait pu réaliser un projet si englobant : « Aucun homme, faisais-je remarquer, plutôt pompeusement, à Mme Rolland, n'a vraiment pris la mesure de notre pays. Se pourrait-il qu'une femme l'ait fait ? Il est indiscutable qu'elle a vu, senti, écouté, et qu'elle a dit ce qu'elle pensait. » Il semblerait donc que Chaput-Rolland soit excellente pour « sentir » son pays et écouter ses citoyens, mais qu'elle le soit un peu moins pour proposer une analyse convaincante. Les stéréotypes ont également affecté la crédibilité de Gertrude Laing, qui pendant ses années à la Commission se faisait appeler dans les médias « la grand-mère de l'Alberta » et avait de la difficulté à discuter de contenu avec des journalistes qui ne s'intéressaient qu'au fait qu'elle soit la seule femme de la Commission (LAPOINTE-GAGNON 2017b). Comme le rappelle la philosophe Judith Butler, le pouvoir s'exerce en produisant un cadre de pensée binaire sur le genre (BUTLER 2005 (1990) : 52). Ici, les auteures du corpus sont rangées dans une certaine catégorie, elles sont des femmes et à ce titre elles ont à combler des attentes sociales particulières. Leur différence sexuelle est utilisée

LA CONFÉDÉRATION SOUS LA LOUPE DE COMMENTATRICES POLITIQUES

par certains acteurs sociaux pour légitimer une hiérarchie artificielle entre les hommes et les femmes (BERENI et al. 2012 : 17).

Confrontées à cette hiérarchie, les quatre auteures ont dû constamment renégocier leur rôle et leur engagement afin de se dérober à une certaine conception des rôles sexués, d'être acceptées et de faire bouger les frontières métaphoriques entre les sphères. Comme le rappelait l'historienne Linda K. Kerber, « The evidence that the women's sphere is a social construction lies in part in the hard and constant work required to build and repair its boundaries. » (KERBER 1997 :184). La notion même de sphères séparées, rappelle Kerber, constitue une métaphore de rapports de pouvoir complexes. Consciemment ou non, Laing, Chaput-Rolland, Fontaine et Graham ont eu à renégocier ces frontières. Pour certaines, notamment pour Laing et pour Chaput-Rolland, ce fut en rejetant, dans les années 1960, l'étiquette de féministe, mal vue dans les milieux majoritairement masculins qui jugeaient les féministes comme étant trop radicales et croyaient qu'elles déviaient de la trajectoire souhaitable d'une femme de la « bonne société ». Elles ont d'ailleurs utilisé leur tribune pour rappeler que malgré leur engagement public, elles demeuraient de bonnes mères et des épouses dévouées.

Phénomène plus marginal, certaines personnalités connues ont déploré le manque de reconnaissance accordé aux écrits des femmes du corpus. C'est notamment le cas de Lionel Groulx qui, dans un compte rendu publié dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, s'indignait du manque d'attention accordé à l'œuvre de Marie-Blanche Fontaine :

En cette littérature, voici un ouvrage qui n'a pas reçu [...] l'attention qu'il méritait. Œuvre d'une femme, les chroniques féminines de nos journaux et revues, la télévision offerte souvent à tant de niaiseries, l'ont trop ignorée. Et pourtant, de tous les ouvrages parus sur le problème constitutionnel et en particulier sur l'attitude québécoise, je n'en sais guère qui soit plus grave, plus émouvant, plus fortement pensé et charpenté (GROULX 1965 : 139).

Du même souffle, il encourageait une auteure féminine et détruisait la crédibilité de toutes les femmes qui œuvraient dans les sections féminines des journaux et des magazines, sections auxquelles elles avaient été le plus souvent confinées.

Les femmes qui ont souhaité « plonger au cœur de la crise canadienne », pour reprendre les mots de Chaput-Rolland, l'ont fait en restant souvent dans les cercles de leurs semblables. Leurs œuvres étaient critiquées dans les pages féminines, leurs conférences étaient courues par le réseau de la Voix des femmes, mais elles n'avaient pas autant d'échos en dehors de ce cercle. Le genre employé peut également expliquer une certaine marginalisation de leurs écrits. En effet, trois des ouvrages s'éloignent des codes de l'essai politique traditionnel et, comme nous l'avons souligné précédemment, les canaux privilégiés par les femmes pour s'exprimer ont souvent souffert d'une minorisation ou d'une dépréciation par la critique.

Conclusion

Dans l'introduction, nous avons établi un pont entre 1867 et les années 1960. Autant sur la scène constitutionnelle qu'en matière d'intégration des femmes dans la société, des changements se sont opérés en un siècle. Les années 1960 sont d'ailleurs fascinantes pour qui s'intéresse aux espoirs de refondation de la Constitution canadienne. Il semblait y avoir un consensus au sein des communautés intellectuelles, tant anglophones que francophones, pour dire que les solutions envisagées en 1867 pour répondre à la dualité culturelle ne pouvaient plus s'appliquer en 1967, alors que le Canada s'était émancipé en partie de l'Empire, que des responsables politiques et des citoyens souhaitaient une transformation des symboles nationaux et que les francophones revendiquaient une place plus importante dans les sphères économique, culturelle et politique. Le corpus à l'étude révèle d'ailleurs à quel point la Confédération était pensée et repensée pendant ces années. Si certains appelaient au dialogue et à l'ouverture, pour d'autres, l'alliance avait assez duré et il était temps pour le Québec de rompre avec le Canada.

En 1867, les femmes qui ont influencé les discussions constitutionnelles évoluaient dans un cercle parallèle à celui de leurs époux et de leurs pères, celui des mondanités et des réceptions. En 1960, des femmes ont tenté de percer le domaine de l'essai et du commentaire politique pour participer pleinement à la discussion nationale sur l'avenir de la Confédération canadienne. Or, encore une fois, si certains ont salué leur contribution, il reste que ce phénomène d'univers parallèle ne semblait pas complètement disparu. Les critiques et les solutions formulées par Solange Chaput-Rolland, Gertrude Laing, Gwethalyn Graham et Marie-Blanche Fontaine n'étaient pas féminines. Ces commentatrices ne souhaitaient pas nécessairement offrir un regard féminin sur la politique, mais des observateurs ont pris soin de leur rappeler

leur sexe. Elles ont tout de même développé des stratégies et trouvé des canaux d'expression pour véhiculer leur parole. Dans un article consacré aux pionnières de la presse québécoise au XVIII^e siècle, Julie Roy rappelait les stratégies de ces femmes pour gagner en légitimité dans un espace qui ne leur était pas accueillant. Ces premières femmes à écrire dans la presse mettaient en lumière leur inexpérience et se présentaient comme ignorantes pour excuser d'avance leurs fautes de style. Elles se mettaient également en scène comme des êtres modestes pour se conformer aux attentes de la société et ne pas déroger complètement de cette image féminine douce et délicate qui était véhiculée (ROY, dans BRUN 2009). En 1960, les choses ont changé. Les auteures du corpus ne s'affichent pas comme étant ignorantes ou naïves. Elles mettent en lumière leur riche vécu pour gagner en crédibilité. Toutefois, ce n'est pas assez et pour certaines, comme pour Laing ou pour Chaput-Rolland, elles prennent soin de souligner qu'elles sont aussi de bonnes ménagères, ce qui les rend irréprochables. Les attentes sociales ont donc contribué à forger la personnalité et le style d'expression des femmes dans l'espace public. S'intéresser aux trajectoires de ces femmes permet de mieux comprendre les processus d'exclusions qui mènent certains discours à devenir dominants et d'autres à rester confinés dans les marges de l'espace public.

Bibliographie

- ADAMSON, Nancy, BRISKIN, Linda and MCPHAIL, Margaret (1988), *Feminist Organizing for Change: The Contemporary Women's Movement In Canada*, Toronto, Oxford University Press.
- BAXTER, Judith (eds.) (2006), *Speaking Out: The Female Voice in Public Contexts*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, U.K., Palgrave Macmillan.
- BÉLANGER, Réal, Richard JONES et Marc VALLIÈRES (1994), *Les grands débats parlementaires, 1792-1992*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- BERENI, Laure et al. (2012), *Introduction aux études sur le genre*. 2^e édition revue et augmentée, Bruxelles, de boeck.
- BONENFANT, Jean-Charles (1963), « L'esprit de 1867 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 17, no. 1.

Valérie LAPOINTE-GAGNON

BRUN, Josette (dir.) (2009), *Interrelations femmes-médias dans l'Amérique française*, Québec, Presses de l'Université Laval.

BUSS, Helen (1990), "The Different Voice of Canadian Feminist Autobiographers", *Biography*, vol. 13, no. 2, p. 154-167.

BUTLER, Judith (2005), *Trouble dans le genre*, Paris, La Découverte.

CAMERON, Deborah (2006), « Theorising the Female Voice in Public Contexts », in Judith BAXTER (eds.), *Speaking Out: The Female Voice in Public Contexts*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, U.K., Palgrave Macmillan.

CAMERON, Deborah (1998), *The Feminist Critique of Language : a Reader*, 2nd ed, Londres, Routledge.

CHAPUT-ROLLAND, Solange et GRAHAM, Gwethalyn (1963), *Chers ennemis*, Montréal, Les Éditions du Jour.

CHAPUT-ROLLAND, Solange (1966), *Mon pays, Québec ou le Canada*, Montréal, Le Cercle du livre de France.

CHAPUT-ROLLAND, Solange et LAING, Gertrude (1972), *Face to Face*, Toronto, New Press.

COOK, Ramsay (2006), *The Teeth of Time. Remembering Pierre Elliott Trudeau*, Toronto, McGill-Queen's University Press.

D'ALLEMAGNE, André (1966), *Le colonialisme au Québec*, Montréal, Les Éditions R-B.

DEVITT, James (2002), "Framing Gender on the Campaign Trail: Female Gubernatorial Candidates and the Press", *Journalism and Mass Communication Quarterly*, 79 (2), pp. 445-463.

FONTAINE, Marie-Blanche (1965), *Une femme face à la Confédération*, Montréal, Éditions de l'Homme.

LA CONFÉDÉRATION SOUS LA LOUPE DE COMMENTATRICES POLITIQUES

FRASER, Graham (2007) *Sorry, I don't speak French : ou pourquoi quarante ans de politiques linguistiques au Canada n'ont rien réglé...ou presque*, Montréal, Boréal.

FREEMAN, Barbara (2001), *The Satellite Sex: The Media and Women's Issues In English Canada, 1966-1971*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press.

GODBOUT, Patricia (1999), « Les échanges littéraires à Montréal durant les années 1950 », dans Marie-Andrée Beaudet, dir., *Échanges culturels entre les Deux solitudes*, Québec, Presses de l'Université Laval, pp. 81-92.

GRAHAM, Gwethalyn (1936), « Women, Are They Human ? », *Canadian Forum*, December, vol. 191, pp. 21-23.

GROULX, Lionel (1965), « FONTAINE, Marie-Blanche, *Une femme face à la Confédération*. Les Éditions de l'Homme, Montréal, 1965. 156 p », dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 19, no. 1, pp. 139-141.

IGARTUA, José (2006), *The Other Quiet Revolution: National Identities In English Canada, 1945-71*, Vancouver, UBC Press.

KELLEY, Mary (1984), *Private Woman, Public Stage: Literary Domesticity In Nineteenth-century America*, New York, Oxford University Press.

KERBER, Linda K. (1997), *Toward an Intellectual History of Women : Essays*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.

LAPLANCHE, Laurie (2016), « Pour vous, mesdames... et messieurs. Production des émissions féminines à la Société Radio Canada à Montréal (1952 1982). Promotion, conception des publics et culture organisationnelle genrées », Thèse de doctorat, Département d'information et de communication, Université Laval.

LAPOINTE-GAGNON, Valérie (2017a), « “Plonger au cœur de la crise canadienne” : la pensée politique de Solange Chaput-Rolland dans les années 1960 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 25, no. 3, pp. 78-101.

---- (2017b), « De « ménagère » à commissaire : la trajectoire de Gertrude Laing, 1905-1971 », *Canadian Historical Review*, vol. 98, no. 2, pp. 201-229

Valérie LAPOINTE-GAGNON

---- (2014), « Les origines intellectuelles de la commission Laurendeau-Dunton : de la présence d'une volonté de dialogue entre les deux peuples fondateurs du Canada au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, 1945-1965 », *Mens : Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 14-15, no. 1-2.

LAURENDEAU, André (1962), « Pour une enquête sur le bilinguisme », *Le Devoir*, 20 janvier.

LÉVESQUE, Andrée (1990), *Éva Circé-Côté, libre-penseuse, 1871-1949*, Montréal, Éditions du remue-ménage.

MARTEL, Marcel et PÂQUET, Martin (2010), *Langue et politique au Canada et au Québec : une synthèse historique*, Montréal, Boréal.

MCPHERSON, Kathryn (2016), "Gender and the Confederation debates", *Active History*, <http://activehistory.ca/2016/07/gender-and-the-confederation-debates/>

MEADOWCROFT, Barbara (2008), *Gwethalyn Graham (1913-65): A Liberated Woman In a Conventional Age*, Toronto, Women's Press.

MEZEI, Kathy, SIMON, Sherry, and VON FLOTOW, Luise (2014), *Translation Effects: The Shaping of Modern Canadian Culture*, Montreal: McGill-Queen's University Press.

NIELSON, Carmen (2017), "A Much-Fathered Nation: Feminist Biography and Confederation Politics", *Canadian Historical Review*, vol. 98, no. 2, p. 356-374.

REID, Eva (1972), "Eavesdrop...with Eva Reid", *The Albertan*, 24 novembre.

TREMBLAY, Manon et BÉLANGER, Nathalie (1997), « Femmes chefs de partis politiques et caricatures éditoriales : l'élection fédérale canadienne de 1993 », *Recherches féministes*, vol. 10, no. 1, pp. 35-75.

TRIMBLE, Linda and ARSCOTT Jane (2008), *Still Counting: Women in Politics Across Canada*. Toronto, University of Toronto Press.

TRIMBLE, Linda, TREIBERG, Natasja and GIRARD, Sue (2010), « Kim-Speak : l'effet du genre dans la médiatisation de Kim Campbell durant la

LA CONFÉDÉRATION SOUS LA LOUPE DE COMMENTATRICES POLITIQUES

campagne pour l'élection nationale canadienne de 1993 », *Recherches Féministes*, vol. 23, no. 1, pp. 29-52.

TRIMBLE, Linda (2007), "Gender, Political Leadership and Media Visibility: Globe and Mail Coverage of Conservative Party of Canada Leadership Contests", *Canadian Journal of Political Science*, 40 (4), pp. 969-993.

TULLY, James (1995), *Strange Multiplicity: Constitutionalism In an Age of Diversity*, Cambridge. Cambridge University Press.

SCOTT, Frank et HÉBERT, Anne (1970). *Dialogue sur la traduction : à propos du Tombeau des rois*, Montréal, Éditions HMH.

SCOTT, Joan (1986), « Le genre : une catégorie utile à d'analyse historique », dans *De l'utilité du genre*, Paris, Fayard, 2012.

SHIAB, Naël (2016), « L'Assemblée nationale est sexiste et en voici la preuve », *L'Actualité*. <http://lactualite.com/politique/2016/08/02/deputees/>

SUTHERLAND, Robin (2004), "'Good Housekeeping': Agnes Macdonald Writes About Home and Parliament in Nineteenth-Century Canada", *Studies in Canadian Literature*, vol. 29., no. 1, pp. 35-49.

WADE, Mason (1960), *Canadian Dualism: Studies of French-English Relations*, Toronto, University of Toronto Press.